



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.152/4
du 11 avril 2018

advies 63.152/4
van 11 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté du ... du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif au
processus d'information et de
participation du public dans le
cadre de l'élaboration des plans
d'aménagement directeurs'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van ... 'betreffende
het informatie- en
participatieproces voor het
publiek bij de uitwerking van
richtplannen van aanleg'

Le 13 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du ... du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif au processus d'information et de participation du public dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement directeurs'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 avril 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 avril 2018.

*

Op 13 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van ... 'betreffende het informatie- en participatieproces voor het publiek bij de uitwerking van richtplannen van aanleg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 april 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 7, alinéa 2, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après, en abrégé, le « CoBAT »), le Gouvernement est tenu de solliciter l'avis de la Commission régionale de développement sur tous les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées par le CoBAT qui ont une incidence notable sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En l'espèce, il n'apparaît pas du dossier soumis à la section de législation que l'avis de la Commission régionale de développement aurait été sollicité sur le texte en projet.

Or, les dispositions en projet sont relatives à une matière visée par le CoBAT et concernent la procédure d'adoption de décisions destinées à assurer le développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Vu les termes de l'article 7, alinéa 2, du CoBAT, le Gouvernement ne peut s'abstenir de solliciter l'avis de la Commission régionale de développement sur le projet d'arrêté que s'il est en mesure d'établir que l'incidence de celui-ci sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas susceptible de revêtir un caractère notable. En l'état, ceci ne ressort pas du dossier. En outre, il ne peut être soutenu qu'en raison de son objet ou de son contenu, le projet d'arrêté ne serait manifestement pas susceptible d'avoir une incidence notable sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Aussi, à défaut d'être en mesure d'établir que l'incidence du projet d'arrêté sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas susceptible de revêtir un caractère notable, le Gouvernement devra solliciter l'avis de la Commission régionale de développement.

2. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

« [c]haque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Or le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation et le préambule ne la vise pas.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire et il en sera fait mention au préambule ¹.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de mentionner l'insertion de l'article 30/3, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT par l'ordonnance du 30 novembre 2017.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La définition de l'expression « public concerné » qui est donnée au 3^o est inspirée de celle qu'en procure l'article 2, § 5, de la Convention 'sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement', faite à Aarhus le 25 juin 1998 ².

Pour correspondre au mieux à cette disposition de droit international, il conviendrait que, dans le texte en projet, les mots « à cet égard » soient remplacés par les mots « à l'égard du processus décisionnel ».

En outre, pour éviter toute équivoque, il conviendrait aussi d'indiquer expressément que, – comme le prévoit l'article 2, § 5, de la Convention d'Aarhus et comme le Ministre-Président a confirmé, lors des travaux préparatoires de l'ordonnance du 30 novembre 2017 'réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes', que telle était l'intention du législateur en insérant dans le CoBAT la disposition qui procure un fondement légal au projet d'arrêté –, les associations qui agissent en faveur de la protection de l'environnement sont réputées avoir un intérêt au sens de la disposition à l'examen ³.

¹ Voir par exemple l'avis n° 62.989/4 donné le 14 mars 2018 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 'modifiant l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2002 fixant la liste des travaux insalubres, incommodes, pénibles ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, qui justifient l'octroi d'une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62989.pdf>.

² Voir sur ce point l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 61.294/4 donné le 15 mai 2017 sur des amendements au projet devenu l'ordonnance du 30 novembre 2017 'réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2017-2018, n° A-451/2, pp. 453 à 455).

³ *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2017-2018, n° A-451/2, pp. 101 et 102.

Article 2

1. C'est seulement de manière incidente que l'on comprend, à la lecture de la phrase introductive du paragraphe 1^{er}, que la décision du ministre de procéder à l'élaboration d'un projet de plan d'aménagement directeur doit être publiée au *Moniteur belge*.

Le projet d'arrêté doit formuler cette obligation plus clairement.

2. Au paragraphe 2, on peut se demander s'il est bien pertinent de prévoir que les informations mentionnées au paragraphe 1^{er}, 3^o, b), restent accessibles sur le site internet de l'administration jusqu'à la fin de la procédure d'adoption du plan d'aménagement directeur.

Article 3

Le paragraphe 2 appelle les observations suivantes :

1. Dans l'alinéa 1^{er}, comme en a convenu le délégué du Ministre-Président, il faut renvoyer à l'article 2, § 3, 1^o et 2^o, et non pas à « l'article 2, § 3, 2^o et 3^o ».

2. Dès lors que l'article 2, § 1^{er}, prévoit que le public concerné peut demander à être invité à la réunion d'information et de participation, le texte en projet doit être complété pour charger l'administration de communiquer la date, l'heure et le lieu de la réunion, non seulement sur son site internet et par les canaux d'information visés à l'article 2, § 3, 1^o et 2^o, mais aussi individuellement à toute personne, membre du public concerné, qui a demandé à être invitée à la réunion ⁴.

3. Dans la version française de l'alinéa 2, le mot « rappelle » sera remplacé par le mot « mentionne ».

Article 5

Selon le paragraphe 1^{er}, l'administration peut utiliser des voies d'information complémentaires et organiser des mécanismes de participation complémentaires « tant que le Gouvernement n'a pas adopté le projet de PAD ».

Comme en a convenu le délégué du Ministre-Président, il y a plutôt lieu de prévoir que l'administration peut utiliser cette faculté jusqu'à l'établissement du rapport de synthèse prévu par l'article 6. C'est, en effet, ce rapport qui clôt le processus d'information et de participation que règle le projet d'arrêté, conformément à l'article 30/3, § 1^{er}, alinéa 2, du CoBAT.

⁴ À propos de la demande d'invitation prévue à l'article 2, § 1^{er}, le délégué du Ministre-Président a précisé qu'elle « vise à permettre aux personnes qui le souhaitent de recevoir une invitation par email » et qu'« elle n'est pas une condition de participation à la réunion qui est libre et non-conditionnée ».

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 6

1. Dans le paragraphe 2, ne faut-il pas prévoir que le rapport de synthèse comprend également les comptes rendus visés respectivement à l'article 3, § 4, et à l'article 5, § 2 ?

2. Dans le paragraphe 3, 1^o, de l'accord du délégué du Ministre-Président, les mots « dossier du projet de plan adopté par le Gouvernement » seront remplacés par les mots « dossier soumis au Gouvernement en vue de l'adoption du projet de plan ».

3. Pour permettre au Gouvernement de motiver correctement la décision par laquelle il adopte le projet de plan d'aménagement directeur, il convient de lui transmettre non seulement le rapport de synthèse établi par l'administration mais aussi le contenu des observations et interrogations formulées par le public concerné.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

4. Dès lors que le projet d'arrêté tend à permettre au public concerné de formuler des « observations » et des « interrogations », la motivation que prescrit le paragraphe 4 doit non seulement indiquer les raisons pour lesquelles le Gouvernement s'écarte des observations émises par le public concerné mais aussi contenir des réponses aux interrogations formulées par celui-ci.

Le paragraphe 4 sera complété en conséquence.

Article 7

Selon l'article à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Or, dès lors que l'arrêté en projet tend à exécuter une disposition qui a été insérée dans le CoBAT par l'ordonnance du 30 novembre 2017, il s'indiquerait qu'il entre en vigueur le même jour que cette disposition, à savoir le dixième jour qui suivra la publication de l'ordonnance du 30 novembre 2017 au *Moniteur belge* ⁵.

À défaut de disposition contraire, un arrêté du Gouvernement entre en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge* ⁶.

Aussi, si l'arrêté en projet est publié au *Moniteur belge* à la même date que l'ordonnance du 30 novembre 2017, il entrera également en vigueur, sauf disposition contraire, à cette même date.

⁵ Conformément à l'article 343, alinéa 1^{er}, 1^o, b), de ladite ordonnance.

⁶ Ceci en application de l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Par conséquent, mieux vaut omettre l'article à l'examen et veiller à publier l'arrêté au *Moniteur belge* à la même date que l'ordonnance du 30 novembre 2017.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 7, tweede lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als “BWRO”), moet de regering het advies vragen van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie over alle ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in het BWRO die een aanzienlijke impact op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben.

In casu blijkt uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden niet dat de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie over de ontworpen tekst om advies is verzocht.

De ontworpen bepalingen hebben echter betrekking op een aangelegenheid bedoeld in het BWRO en gaan over de procedure voor het nemen van beslissingen die de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moeten waarborgen.

Gelet op de bewoordingen van artikel 7, tweede lid, van het BWRO is de regering enkel vrijgesteld van de verplichting het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie over het ontwerpbesluit te vragen indien ze kan aantonen dat dat besluit geen aanzienlijke impact zal hebben op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Momenteel blijkt dat niet uit het dossier. Voorts kan niet worden beweerd dat het ontwerpbesluit vanwege zijn strekking of inhoud klaarblijkelijk geen aanzienlijke impact op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou kunnen hebben.

Daar niet kan worden aangetoond dat het ontwerpbesluit geen aanzienlijke invloed op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal hebben, moet de Regering dan ook het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie vragen.

2. Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt als volgt:

“Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van handistreaming. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie en in de aanhef wordt er niet naar verwezen.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste vervuld wordt en moet een verwijzing ernaar opnemen in de aanhef.¹

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid dient te worden vermeld dat artikel 30/3, § 1, tweede lid, van het BWRO is ingevoegd bij de ordonnantie van 30 november 2017.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De definitie van de bewoordingen “betrokken publiek”, in punt 3°, is gebaseerd op de definitie van die bewoordingen in artikel 2, § 5, van het Verdrag ‘betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden’, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998.²

Teneinde ervoor te zorgen dat de ontworpen tekst zo goed mogelijk zou overeenstemmen met die internationaalrechtelijke bepaling, zouden de woorden “desbetreffend een belang kan laten gelden” moeten worden vervangen door de woorden “een belang kan laten gelden bij de milieubesluitvorming”.

Om iedere onduidelijkheid te voorkomen zou voorts ook uitdrukkelijk moeten worden vermeld dat - zoals artikel 2, § 5, van het Verdrag van Aarhus bepaalt en zoals dat de bedoeling was van de wetgever toen hij in het BWRO de bepaling heeft ingevoegd die rechtsgrond verleent aan het wetsontwerp, welke bedoeling door de minister-president is bevestigd tijdens de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 30 november 2017 – de

¹ Zie bijvoorbeeld advies 62.989/4, op 14 maart 2018 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 maart 2018 ‘tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 23 juli 2002, tot vaststelling van de lijst van ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die gevoelens van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn, die de toekenning van een vaste uurtoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtvaardigen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62989.pdf>.

² Zie hierover advies 61.294/4 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, op 15 mei 2017 gegeven over amendementen bij het ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de ordonnantie van 30 november 2017 ‘tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2017-18, nr. A-451/2, 453-455).

verenigingen die ijveren voor de bescherming van het leefmilieu geacht worden een belang te hebben in de zin van de voorliggende bepaling³

Artikel 2

1. De inleidende zin van paragraaf 1 vermeldt slechts terloops dat de beslissing van de minister om een ontwerp van richtplan van aanleg uit te werken, in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Het ontwerpbesluit moet die verplichting duidelijker weergeven.

2. Men kan zich afvragen of het wel relevant is in paragraaf 2 te bepalen dat de gegevens die in paragraaf 1, 3°, b), worden vermeld, op de website van het bestuur beschikbaar blijven tot het einde van de goedkeuringsprocedure betreffende het richtplan van aanleg.

Artikel 3

Over paragraaf 2 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt:

1. Zoals de gemachtigde van de minister-president heeft beaamd, moet in het eerste lid naar artikel 2, § 3, 1° en 2°, worden verwezen in plaats van naar “artikel 2, § 3, 2° en 3°”.

2. Aangezien artikel 2, § 1, bepaalt dat het betrokken publiek kan verzoeken te worden uitgenodigd voor de informatie- en participatievergadering, moet de ontworpen tekst aldus worden vervolledigd dat het bestuur ook ermee belast wordt de datum, het uur en de plaats van de vergadering mee te delen, niet alleen op zijn website en via de informatiekkanalen vermeld in artikel 2, § 3, 1° en 2°, maar ook persoonlijk aan eenieder van het betrokken publiek die heeft gevraagd voor de vergadering te worden uitgenodigd.⁴

3. In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord “rappelle” worden vervangen door het woord “mentionne”.

Artikel 5

Volgens paragraaf 1 kan het bestuur aanvullende informatiekkanalen gebruiken en aanvullende participatiemechanismen organiseren “zolang de Regering het ontwerp van RPA niet heeft goedgekeurd”.

³ *Parl.St. Br.Parl.* 2017-18, nr. A-451/2, 101 en 102.

⁴ De gemachtigde van de minister-president heeft nader aangegeven dat het verzoek om te worden uitgenodigd, waarin artikel 2, § 1, voorziet, “vise à permettre aux personnes qui le souhaitent de recevoir une invitation par email” en dat “elle n’est pas une condition de participation à la réunion qui est libre et non-conditionnée”.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, dient veeleer te worden bepaald dat het bestuur van die mogelijkheid kan gebruikmaken totdat het syntheseverslag, waarin artikel 6 voorziet, is opgesteld. Dat verslag vormt immers het sluitstuk van het informatie- en participatieproces dat door het ontwerpbesluit wordt geregeld, overeenkomstig artikel 30/3, § 1, tweede lid, van het BWRO.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 6

1. De vraag rijst of in paragraaf 2 niet moet worden bepaald dat het syntheseverslag ook de verslagen bevat die worden vermeld in respectievelijk artikel 3, § 4, en artikel 5, § 2.

2. De gemachtigde van de minister-president is het ermee eens dat de woorden “dossier van het door de Regering goedgekeurde ontwerpplan” in paragraaf 3, 1°, moeten worden vervangen door de woorden “dossier dat met het oog op de goedkeuring van het ontwerpplan aan de Regering wordt voorgelegd”.

3. Opdat de regering de beslissing waarmee ze het ontwerp van richtplan van aanleg goedkeurt deugdelijk kan motiveren, moet haar niet enkel het syntheseverslag dat door het bestuur is opgesteld, worden overgezonden, maar ook de inhoud van de opmerkingen en vragen die het betrokken publiek heeft geformuleerd.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. Daar het ontwerpbesluit ertoe strekt het betrokken publiek de mogelijkheid te verschaffen “opmerkingen” en “vragen” te formuleren, moet de motivering die in paragraaf 4 wordt voorgeschreven, niet alleen aangeven waarom de regering afwijkt van de opmerkingen van het betrokken publiek, maar ook antwoorden bevatten op de vragen van dat publiek.

Paragraaf 4 moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 7

Volgens het voorliggende artikel zou het ontworpen besluit zou in werking treden op de dag nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Daar het ontworpen besluit uitvoering beoogt te verlenen aan een bepaling die bij de ordonnantie van 30 november 2017 in het BWRO is ingevoegd, is het echter raadzaam dat het op dezelfde dag als die bepaling in werking treedt, namelijk op de tiende dag na die waarop de ordonnantie van 30 november 2017 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.⁵

⁵ Overeenkomstig artikel 343, eerste lid, 1°, b), van die ordonnantie.

Bij ontstentenis van een andersluidende bepaling treedt een besluit van de regering in werking op de tiende dag na die waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.⁶

Indien het ontworpen besluit op dezelfde dag als de ordonnantie van 30 november 2017 in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, moet het dan ook, behoudens andersluidende bepaling, op diezelfde dag in werking treden.

Het is bijgevolg beter het voorliggende artikel te schrappen en erop toe te zien dat het besluit op dezelfde dag als de ordonnantie van 30 november 2017 in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁶ Met toepassing van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.